

Chapitre 2

Le précarariat des jeunes, le « générationnisme » et la cité de l'austérité

Fred Powell et Margaret Scanlon

J'avais l'impression qu'ils voulaient pénétrer dans les jeux, dans l'espace notionnel de la machine. Le monde réel n'existait plus pour eux, il n'avait plus aucune espèce d'importance. Ils se trouvaient dans cet espace notionnel, et cette machine, en face d'eux, était devenue leur meilleur des mondes.

William Gibson, *Neuromancien*

En 1984, William Gibson inventait, dans *Neuromancien*, un néologisme délicat à appréhender à l'époque : *cyberspace* (« cyberspace »). Son roman futuriste met en scène une jeune génération postpunk dans un monde en pleine décrépitude urbaine. Cette idée lui était venue en observant des jeunes en train de s'adonner à des jeux vidéo à Vancouver. Sa vision s'est réalisée : trente ans plus tard, la science-fiction est une culture de masse, un monde où des foules de jeunes vacillent aux frontières du rêve et du réel. Cet univers offre une échappatoire psychologique à la réalité de la cité de l'austérité, dans laquelle une multitude de jeunes anonymes se retrouvent cantonnés à des existences marginales. On les appelle le « précarariat » (Standing 2011), terme qui traduit la situation précaire qu'endurent les jeunes les plus vulnérables dans la cité de l'austérité, des citoyens aux droits réduits. À propos de la cité de l'austérité, David Harvey (2013) suggère de se pencher en premier lieu sur la question de la qualité de vie urbaine, dont les saisies d'huissier, la rapacité persistante des marchés immobiliers, la défection des services publics et, surtout, le manque d'emplois viables accélèrent la dégradation.

Les défis profondément existentiels qui se dressent sur la route des jeunes habitants de la cité de l'austérité affectent leur santé. Lors de la conférence « Beyond Barriers » (Par-delà les obstacles) organisée en novembre 2014 à Malte dans le cadre d'un accord de partenariat entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe sur la jeunesse, et qui avait pour thème le rôle du travail de jeunesse dans le soutien des jeunes en situation de vulnérabilité, un participant a observé qu'il n'y avait « aucune différence entre mourir de l'intérieur et mourir tout court ». Ces mots traduisent bien l'angoisse des jeunes les plus exposés aux dangers de la société postmoderne. Ces jeunes seraient même confrontés à une situation similaire à celle vécue par les jeunes contraints à des déplacements forcés dans l'immédiat après-guerre (Lowe 2013). Si les villes d'Europe ont depuis été nettoyées de leurs ruines pour renaître sous forme de lieux de culture et de relaxation prospères, la psychogéographie de la cité de l'austérité susciterait chez les jeunes représentants des groupes vulnérables un profond sentiment de déplacement et d'exclusion sociale.

L'un des traits les plus caractéristiques de cette classe de jeunes « citoyens de seconde zone » dans la cité de l'austérité est leur usage du cyberspace comme défouloir public de leur colère. Les « trolls » ont fait leur apparition dans ce paysage culturel, méchants farceurs des temps modernes, multipliant les coups pendables dans le monde adulte. Certaines de leurs interventions ont été condamnées par l'opinion publique. C'est le cas par exemple de la misogynie présumée du « Gamergate » (les trolls sont majoritairement de sexe masculin). Les trolls ont pour credo « Je le fais pour le "lulz" » : en gros, « c'était pour rire ». Ce dérivé de l'acronyme LOL (« laughing out loud » – « mort de rire ») propre à internet trahit l'humour moqueur du précaire vivant en marge de la civilisation urbaine (Gleick 2014). Nous explorerons dans cet article trois questions : (i) la position des jeunes dans la société postmoderne en termes de changements et de transitions dans les modes de vie ; (ii) l'émergence du précaire chez les jeunes et le « générationnisme » comme nouvelle force politique et citoyenne ; et (iii) les implications des politiques et du travail de jeunesse. Nous employons le concept de « cité de l'austérité » comme une métaphore des inégalités sociales croissantes auxquelles sont confrontés les jeunes.

LA POSTMODERNITÉ VÉCUE PAR LES JEUNES : MODES DE VIE SAINS OU MALSAINS ?

Certaines questions fondamentales aident à éclairer et à façonner la définition et le sens premier des termes « jeunesse », « politiques de jeunesse » et « enfance » dans un monde postmoderne marqué par la fragmentation des sociétés et le chamboulement des identités. Philippe Ariès (1960) a émis la théorie de la découverte de l'enfance comme produit de la modernité. Norbert Elias (1994) estime quant à lui que l'émergence de l'enfance fait partie d'un processus de civilisation, qu'il appelle « civilité ». Talcot Parsons (1963) avait conceptualisé avant lui la jeunesse comme produit du capitalisme, responsable d'une rupture dans la société et donc de l'allongement du temps de transition vers l'âge adulte. Dans la société moderne, un espace culturel s'est créé en dehors de la famille traditionnelle – un espace permettant de socialiser des jeunes promis à des métiers et à des responsabilités sociales plus complexes qu'autrefois. L'éducation formelle est devenue le mécanisme principal par lequel, graduellement, les fonctions socialisantes de la famille ont été transférées à l'État dans la société industrielle urbaine. Le travail de jeunesse a trouvé sa place dans ce nouvel ordre, en offrant une éducation informelle et des possibilités d'épanouissement personnel à travers la poursuite du divertissement et des loisirs au sein de la société. Ce processus moderniste a conduit à la déconstruction de la jeunesse prémoderne – partie organique invisible d'une famille traditionnelle élargie vivant dans une économie rurale agricole, passant sans transition d'un âge de la vie au suivant – dans le tissu industriel urbain structuré de l'éducation et de l'emploi.

La postmodernité a engendré de nouvelles configurations culturelles et socio-historiques de fragmentation, d'individualisation et de consumérisme dans la société du risque (Beck 2008 ; Giddens 1991). Elles forment l'espace social et culturel que les jeunes d'Europe occupent aujourd'hui, groupe social à la dérive dans un monde sans points de repère ni finalité précise (Crook *et al.* 1992 ; Putnam 2000). Un État démissionnaire et une société civile amoindrie sont mis au défi de combler ce vide

social dans les vies de la jeunesse postmoderne (Powell *et al.* 2012). Quelle destination pour la jeunesse dans la société postmoderne ?

Le Gouvernement irlandais a publié en 2003 le Plan national de développement du travail de jeunesse 2003-2007 (NYWDP), qui étudie les répercussions de la postmodernité sur les jeunes selon divers critères socioculturels : démographie, diversité, brouillage des frontières, transitions complexes, choix et pressions, individualisme et consumérisme (ministère irlandais de l'Éducation et de la Science 2003: 2-4). Il convient d'y ajouter le chômage et la pauvreté, crise financière de 2008 oblige. Le NYWDP relève que, si le pourcentage de jeunes diminue dans la population totale, « sa composition apparaît bien plus diversifiée que jamais, d'où une demande croissante d'aptitudes et de sensibilités interculturelles/multiculturelles parmi les jeunes et ceux qui travaillent avec eux » (ministère irlandais de l'Éducation et de la Science 2003: 2-3). Ce plan cherche, de manière assez convaincante, à appréhender le sens profond de la jeunesse dans le monde postmoderne, avançant notamment que la fluidification des frontières entre enfance et âge adulte a fini par brouiller des distinctions autrefois très nettes. Ce qui n'est pas sans conséquence sur le passage d'un âge à l'autre : « La transition longtemps associée à la notion de jeunesse s'en trouve considérablement allongée. Cette transition – en fait, ces transitions – devient de surcroît plus complexe » (ministère irlandais de l'Éducation et de la Science 2003: 3). Le NYWDP aborde la question primordiale du consumérisme et de l'individualisme en termes de choix de vie et de pressions, qui poussent les jeunes à connaître une sexualité et des relations plus précoces, dans un monde où la solidité de la famille traditionnelle et de l'environnement proche est mise à rude épreuve (ministère irlandais de l'Éducation et de la Science 2003: 3-4). La culture de la jeunesse moderne se définit par une tension entre conscience collective et individualisme atomique, à laquelle s'ajoute l'interaction de l'éthique et de l'esthétique (Gilroy 2010).

Ces transformations de la société postmoderne sapent-elles les fondations de la jeunesse en tant que construction sociale et culturelle ? Assiste-t-on à une perte de sens dans un monde excentré ? Peut-on encore parler de la « jeunesse » comme d'un tout cohérent ? Les politiques de jeunesse sont-elles menacées d'obsolescence ? Ou doit-on plutôt y voir une opportunité rêvée pour repenser leur mission ? Le NYWDP (ministère irlandais de l'Éducation et de la Science 2003: 4) conclut à une aliénation et à un scepticisme plus marqués chez les jeunes, qui tendent à questionner davantage à la fois les significations établies que l'on trouve dans les vérités religieuses traditionnelles et l'authenticité des institutions sociales. Cela pourrait être interprété comme une version « baudrillardienne » de la postmodernité, où la culture de la jeunesse est réduite à des formes d'activité stylisées et ritualisées dans un monde englouti par un trou noir d'absence de sens (Barker 2008: 428). Le NYWDP (2003: 4), réfutant la thèse de la « mort du sens », conclut sur une note optimiste : « Rien ne permet de suggérer que les jeunes sont moins intéressés que par le passé par la dimension spirituelle de leurs existences, ou par le fait d'élaborer un système de croyances qui donne du sens à leurs expériences et éclaire leurs relations avec autrui et avec la société. » Mais il avertit tout de même de la nécessité d'adapter les politiques de jeunesse à la « nature changeante de la jeunesse », besoin qu'il invite à considérer comme une « chance » et un « défi » (ministère irlandais de l'Éducation et de la Science 2003: 11-12).

JEUNES DANS LA CITÉ DE L'AUSTÉRITÉ : LA FABRIQUE DU « PRÉCARIAT »

Dans le monde postmoderne, les jeunes traversent une crise grave incarnée par la vie dans la cité de l'austérité. Dans son ouvrage de référence, *The Precariat*, Standing (2011) a livré quatre observations principales sur la jeunesse dans la cité de l'austérité.

- ▶ La cité est l'objet du désir utopique (Paris, Berlin, Londres, Amsterdam et Shanghai, par exemple), un ordre spatio-temporel changeant associé à la fois à la concrétisation des rêves et à l'acte de rébellion.
- ▶ La réalité est que la cité de l'austérité du XXI^e siècle a engendré une nouvelle classe, appelée le « précarat », formée de citoyens de seconde zone (de jeunes migrants en particulier) plutôt que de vrais citoyens – une dangereuse contradiction culturelle à l'ère de la mondialisation.
- ▶ La citoyenneté du précarat est tronquée par « la précarité de la résidence, du travail et de la protection sociale » (Standing 2011: 5).
- ▶ Pour le précarat, le travail est indispensable (pour vivre), opportuniste (on prend ce qui se présente) et précaire (incertain) (Standing 2011: 22-23).

Dans son étude intitulée *Villes rebelles*, David Harvey (2013: xi) note que les jeunes urbains marginalisés se muent en une « jeunesse oisive perdue dans l'ennui absolu d'un chômage galopant et laissée pour compte dans des banlieues où finit par couvrir le germe de la révolte ». Les émeutes qui ont éclaté dans les banlieues françaises en 2005 et dans les villes anglaises en 2011 représentent les conséquences négatives et dommageables des politiques de l'austérité. Il convient de replacer ces émeutes dans le contexte plus large des protestations de jeunes : printemps arabes, mouvement « Occupy », Los Indignados, les Pussy Riots (Powell 2013).

Sans grande surprise, les pensées antipolitiques s'invitent dans la vision que les jeunes ont du monde. Il en découle une radicalisation du discours. Sur ce point, Williamson (2013: 1) hasarde « un scénario dans lequel la jeunesse socialement défavorisée se lierait à une jeunesse fraîchement désenchantée d'un point de vue intellectuel pour former des alliances plus néfastes ou créatives parmi les jeunes ». Les adultes réduisent souvent le radicalisme de la jeunesse à un dérivé de l'idéalisme adolescent. À tort ou à raison ?

L'historien Roy Foster (2014) a consacré l'un de ses récents ouvrages, *Vivid faces*, à la question des révoltes de jeunes, et plus précisément à la génération révolutionnaire irlandaise du début du XX^e siècle. Foster (2014: 6) affirme que « le concept de *génération* est à la fois fertile et problématique, surtout lorsqu'il est associé à un tournant dans les consciences politiques ». Il ajoute que « l'on assiste peut-être à la remise en cause, voire au remplacement, de la notion de classe, en tant que principe organisateur d'analyse, par celle de *générationnisme* : concevoir les groupes d'âge comme porteurs de nouvelles propositions organisationnelles et intellectuelles face au statu quo, agissant sous une constellation de facteurs prévalant au moment de leur naissance ». Nous parlons en Europe de la « génération de 1914 », de la « génération d'après-guerre », de la « génération des sixties », etc., suggérant ainsi tacitement que ces générations se caractérisent par des traits distinctifs. Foster (2014: 7) nous met

cependant en garde contre « le danger d'une généralisation à travers une génération complète ; même une génération autoproclamée peut contenir des éléments, au sein de cette présumée génération, manifestant certains signes de désaccord mais liés par des affinités de réactions au contexte historique et social ». Cette mise en garde nous rappelle que la reconnaissance des générations dans la mémoire collective prend généralement du temps. Foster (2014: 7) le formule ainsi : « une génération se compose non seulement de processus conscients d'identification et de rejets dans les vies des protagonistes, mais également par rétrospection, dans leurs mémoires, et dans leur contrôle du territoire plus vaste de la mémoire officielle et sociale ». Il conclut que « les changements qui agitent la société n'apparaissent pas *ex nihilo* ; ils apparaissent d'abord dans les esprits des gens et à travers la construction d'une culture partagée, qui peut être une culture minoritaire plutôt que majoritaire » (Foster 2014: 8).

Dans son livre *The time of the rebels*, Matthew Collin (2007) étudie le rôle du « générationnisme » du XXI^e siècle. Les mouvements de résistance des jeunes dans les anciens États communistes (Serbie, Géorgie, Ukraine) ont contribué en grande partie à faire évoluer les démocraties. Collin associe le pouvoir de la culture populaire (la voix des jeunes) à un catalyseur de changement. Les cultures populaires créent un dialogue partagé entre les jeunes, qui leur permet de se fédérer et de devenir les agents d'un changement social et politique. Ce changement affecte souvent plus les politiques imaginatives (le rêve de jours meilleurs) que les politiques pragmatiques.

En Occident, le collectif des « Anonymes » est associé à un certain nombre de mouvements protestataires : « Occupy Wall Street » et « Los Indignados », par exemple, ou encore l'avènement de « l'hacktivism » sur la Toile. Il représente une mutation du troll en militant politique (Gleick 2014: 36). Créé en 2003 sur le forum en ligne 4chan, ce collectif rassemblait à l'origine des jeunes à l'esprit moqueur. Il reflète de par son nom sa nature même : celle d'un phénomène qui se passe de chef de file et refuse toute catégorisation en tant que mouvement, organisation, parti ou autre. Les « Anonymes » invitent simplement à se joindre aux protestations sous le masque de l'anonymat et à repenser la politique en idéalisant l'avenir. En ce sens, ils rejettent, moquent et satirisent le monde politique des adultes – mais tout en revendiquant le pouvoir du générationnisme de bousculer l'ordre établi dans l'intérêt du changement. La culture populaire est la tribune des jeunes, elle leur offre un moyen d'exprimer leur opinion à travers des chansons, des pièces de théâtre et des films qui s'inspirent des politiques imaginatives de la justice sociale et du changement politique.

Le générationnisme représente-t-il la politique de l'enchantement, du désenchantement, une réalité sociale, ou encore un mélange de tout cela ? Difficile de l'affirmer avec certitude. Le monde adulte convient généralement que l'individu interagit avec les réalités externes en sa qualité de citoyen engagé. L'enfance et la jeunesse sont représentées comme un passage vers l'âge adulte, au cours duquel le jeune trouve sa place comme « apprenant » dans la société. Mais en ces temps de périodes de transition allongées et de frontières brouillées, cette représentation de la jeunesse pose un sérieux problème : où commencent la jeunesse et l'âge adulte ? En termes de réalité sociale, le monde dissocie ces deux étapes de la vie et laisse à la représentation culturelle le soin d'assurer la jonction. L'anonymat choisi par certains jeunes à travers le phénomène des « Anonymes » et symbolisé par le

port du masque suggère que nombre d'entre eux sont exclus de la sphère publique. Du fait de leur vulnérabilité, ces jeunes se retrouvent marginalisés, privés du filet de sécurité traditionnellement tendu par l'État providence – un problème de taille pour les travailleurs et les politiques de jeunesse.

La cité de l'austérité nécessite selon nous une nouvelle initiative en matière de politique de jeunesse. Voici les principaux enjeux et questions qu'elle soulève.

- ▶ La condition des sans-abri et la marginalité résiduelle dans les banlieues – ce que Michel Foucault appelait « l'intérieur de l'extérieur » – doivent être traitées par une refonte des villes en un espace commun régi par des droits communs d'accès et de commodité.
- ▶ Des logements sociaux à loyers réduits (aides au logement) doivent être proposés aux jeunes dans les centres-villes en partenariat avec la société civile/des organisations de jeunesse.
- ▶ Des espaces publics doivent être créés, et non privatisés, pour permettre aux jeunes de se rencontrer, de faire du sport, de jouer ou d'écouter de la musique, de participer à la vie artistique locale et de profiter d'un accès Wi-Fi gratuit – en un mot, pour « devenir » des jeunes. Le discours doit être celui d'avenirs durables, et intégré comme un objectif prioritaire dans les politiques de jeunesse.
- ▶ Les politiques de jeunesse doivent placer la santé et le bien-être des jeunes au cœur de leurs préoccupations.
- ▶ Le chômage chez les jeunes (estimé à 50 % dans certaines parties de l'Union européenne) mine la jeunesse actuelle et la menace de devenir une classe de citoyens de seconde zone.
- ▶ Une Banque européenne d'apprentissage devrait être mise en place, et financer trois années d'études à chaque jeune dans de nouvelles universités expérimentales prônant les valeurs de l'accès libre, de l'apprentissage aménagé, des cursus participatifs. Elle fonctionnerait en partenariat avec des organismes de jeunesse dans chaque quartier de la cité de l'austérité.
- ▶ Le programme Erasmus de l'Union européenne, qui offre des possibilités d'échanges universitaires dans l'Union, devrait être élargi à tous les jeunes, dans le dessein explicite de promouvoir des valeurs, une culture et une citoyenneté européennes communes.
- ▶ Une nouvelle politique de jeunesse doit s'inspirer à la fois des politiques imaginatives – et leur passion de justice sociale – et des politiques pratiques garantes de changement.

TRAVAIL DE JEUNESSE : AUTONOMISATION OU CONTRÔLE ?

Le vocable « travail de jeunesse » englobe un large spectre de professions et concerne toutes sortes de structures, des associations locales indépendantes aux organismes internationaux d'envergure comme la Young Men's Christian Association (YMCA). De nouvelles formes ont émergé au cours de la dernière décennie, souvent en réponse

à des politiques ou priorités gouvernementales, élargissant un peu plus la définition du terme. Les travailleurs de jeunesse eux-mêmes peinent parfois à formuler en termes clairs ce qui distingue leur activité des autres. Au sujet du contexte européen, Coussée (2009: 6) suggère que le travail de jeunesse souffre d'une « crise d'identité perpétuelle », qui empêche les travailleurs de jeunesse de « mettre des mots sur leur métier ». Kiely (2009) parvient à des conclusions peu ou prou similaires dans son analyse du travail de jeunesse en Irlande, notant un manque de clarté dans nombre des termes employés pour exprimer les valeurs et les objectifs de la profession. Le grand public, d'autre part, tend à le qualifier de termes plutôt réducteurs. Il considère le travail de jeunesse comme une sorte de récréation cantonnée à des lieux donnés (clubs, « tanières » ou centres), oublieuse des objectifs plus ambitieux fixés par le secteur lui-même : socialisation, épanouissement personnel et éducation sociale, entre autres (Devlin et Gunning 2009).

Nonobstant ces écueils de définition, il est possible de dégager des publications universitaires et textes officiels un certain nombre de traits caractéristiques. Le travail de jeunesse est généralement défini comme une forme d'éducation informelle, proposée à des jeunes y participant de leur plein gré. Y sont prévues certaines « situations d'apprentissage » (groupes de discussion ou programmes structurés), mais surtout des rencontres quotidiennes, entre les membres eux-mêmes, et entre les membres et les travailleurs de jeunesse (Hurley et Treacy 1993: 1). L'épanouissement personnel et social est souvent tenu pour l'objectif pédagogique principal, comme l'illustre le paragraphe suivant, extrait de la loi irlandaise sur le travail de jeunesse (*Irish Youth Work Act*, 2001) :

[...] on entend par « travail de jeunesse » tout programme planifié d'enseignement destiné à accompagner et encourager l'épanouissement personnel et social des jeunes au moyen de leur participation volontaire, et qui soit (a) complémentaire d'un cursus d'enseignement ou de formation formel, universitaire ou professionnalisant ; et (b) proposé principalement par des organisations bénévoles dédiées au travail de jeunesse.

L'intérêt pour l'épanouissement personnel et l'éducation sociale/l'apprentissage informel se ressent dans certains rapports gouvernementaux à partir des années 1970, signe d'un abandon progressif de la philosophie de « construction de la personnalité » adoptée dans les formes initiales du travail de jeunesse (Hurley et Treacy 1993 ; Treacy 2009). Bien entendu, comme le note Kiely (2009) fort à propos, les notions d'« épanouissement personnel » et d'« éducation sociale » restent ouvertes à l'interprétation.

La participation volontaire fait partie des autres caractéristiques du travail de jeunesse sur lesquelles la plupart des définitions se rejoignent (Davies 2005). Les jeunes ont toujours eu la possibilité de rejoindre ou de quitter les organisations de jeunesse à leur guise, une liberté de choix aux répercussions importantes quant au contenu du travail de jeunesse et aux interactions entre jeunes et adultes. Les responsables de jeunes doivent élaborer des programmes et des méthodes de travail qui parlent aux participants et leur semblent utiles dans leur situation actuelle, pas dans un futur hypothétique (Davies 2005: 13). Le principe du volontariat offre également aux jeunes la garantie de posséder et de conserver un certain degré de pouvoir dont ils seront peut-être privés dans d'autres aspects de leur vie. Le pouvoir de négociation,

« le respect du choix réel de prendre ou de laisser » et une estime réciproque apparaissent donc comme des éléments clés de la relation travailleur de jeunesse/jeune, comme le souligne Davies (2005: 13) : « un travailleur de jeunesse trop condescendant, autoritaire ou indifférent risque de se retrouver sans public avec lequel travailler ».

L'affiliation à un club de jeunesse fait écho à ces propos, dans la mesure où elle renforce l'autonomie des jeunes en leur permettant de prendre des décisions, d'endosser de nouvelles responsabilités ou de voir leurs points de vue représentés, choses impensables dans d'autres situations de vie, notamment au sein de l'éducation formelle. En effet, comme le révèlent Jeffs et Smith (2008), la plupart des individus ne font l'expérience de la « démocratie authentique » qu'au sein d'organisations, de clubs et d'associations autonomes, où le profit est secondaire, l'excès d'autorité vu d'un mauvais œil et le dialogue encouragé. D'autres objectifs et idéaux émergent de la littérature consacrée au travail de jeunesse, parmi lesquels : la promotion de l'inclusion sociale (Devlin et Gunning 2009 ; Morgan et Kitching 2009) ; « partir du même point que les jeunes » (Davies 2005: 15) ; encourager l'association, les relations et la communauté (Jeffs et Smith 2008) ; se montrer « amical, accessible et réactif tout en agissant avec intégrité » (*ibid.*: 278) ; et se montrer disponible pour tous les jeunes, et pas uniquement pour ceux « étiquetés par les adultes » (Davies 2005: 15).

Les différentes définitions du travail de jeunesse présentent donc certaines convergences, mais aussi certaines divergences, comme le rapporte O'hAodain (2010). Le travail de jeunesse renforce la capacité d'action et de décision, mais peut également être vu, d'un point de vue social, comme un instrument de contrôle, de réglementation et de conformité. Gilchrist *et al.* (2003) parviennent à une conclusion sensiblement similaire concernant le travail de jeunesse et de proximité, qui n'est jamais aussi efficace selon eux que lorsqu'il est motivé par des idéaux de justice, de démocratie et d'égalité, et inefficace que lorsqu'il est motivé par « la peur et l'insécurité », devenant alors le « serviteur aveugle » des forces de « répression et de contrôle ». Dès le départ, le travail de jeunesse et de proximité s'est trouvé « contraint de négocier la tension entre domestication et libération » (*ibid.*: 7). Les tensions au sein du secteur jeunesse sont peut-être plus perceptibles en relation aux projets visés, certains commentateurs observant que ces initiatives nuisent à la philosophie et aux objectifs traditionnellement revendiqués par les acteurs de la profession eux-mêmes (Kiely 2009).

La capacité du travail de jeunesse à répondre à sa mission de soutien auprès des jeunes populations de la cité de l'austérité dépend des ressources et investissements dont il bénéficie. Les valeurs capables d'« individualiser » au sens propre les jeunes et de stimuler leur épanouissement personnel, leur éducation sociale et leur responsabilisation devraient servir de piliers à toute stratégie inclusive en faveur de la jeunesse. L'apprentissage informel, capable d'accompagner les jeunes vers l'autonomie (Batsleer 2008), devrait être privilégié au détriment d'une socialisation qui les considère comme un problème. Les approches « problématisantes » s'avèrent en effet contre-productives, dans la mesure où elles inscrivent les jeunes dans une culture du contrôle qui les définit comme des sujets dépendants. David Garland (2001), dans son ouvrage de référence *The Culture of Control*, soutient que l'organisation sociale de l'ordre postmoderne a nécessité une série d'adaptations politiques et culturelles

qui a eu pour effet de façonner l'esprit critique des citoyens et leur comportement face au délit et à la menace du délit. Les politiques et les pratiques ont été à leur tour modelées en défaveur des jeunes exclus, pointés du doigt comme des criminels en puissance. Une stratégie de jeunesse qui encourage le renforcement de l'autonomie et l'inclusion tout en s'attaquant à la vulnérabilité des jeunes doit rejeter la problématisation. Pointer du doigt est un exemple de problématisation, et contraire aux valeurs humanistes traditionnelles du travail de jeunesse (Powell *et al.* 2012: 150-171), qui devrait plutôt tendre la main aux laissés-pour-compte de la cité de l'austérité en faisant le choix de la conscientisation (Freire 1982). Cela implique des efforts importants de communication, le but étant de créer une culture de l'apprentissage informel. Nous vivons à l'ère du numérique, et la communication, (surtout) parmi les jeunes, s'opère désormais sur la Toile. Le travail de jeunesse est mis au défi de revoir ses méthodologies pour s'adapter à la nouvelle donne imposée par la société postmoderne. Mais le médium ne doit pas se limiter au message. L'autonomie des jeunes doit être renforcée par une conscientisation qui les sensibilise aux causes sociales et politiques de leur vulnérabilité.

Selon nous, sans transformations, le travail de jeunesse ne pourra répondre efficacement, par son rôle et sa mission au sein de la cité de l'austérité, aux préoccupations d'une jeune population de plus en plus désenchantée. Voici quelques propositions en rapport avec les principaux enjeux et questions que cela soulève.

- ▶ Le travail de jeunesse doit exploiter internet comme un nouvel espace de création dans lequel apparaissent de nouvelles formes d'autonomisation (le « militantisme électronique », par exemple) et existent de nouvelles possibilités de participation et de délibération (la « démocratie électronique », par exemple) pour les jeunes.
- ▶ Les gratte-ciel sont devenus les géants symboliques de ce paysage urbain – dominé par les centres financiers, les hôtels et les terrains de jeu pour adultes fortunés, auxquels les jeunes sont interdits d'accès ; l'inclusion est la clé de la santé et du bien-être pour les jeunes issus des groupes vulnérables.
- ▶ Le travail de jeunesse est invité à contribuer au réagencement psychogéographique de la cité de l'austérité en un espace inclusif. En d'autres termes, il doit persuader les responsables politiques et les législateurs de reconstituer la ville en un espace commun.
- ▶ Les jeunes coincés aux frontières de l'inclusion et de l'exclusion doivent en être libérés, pour devenir des citoyens à part entière de la cité postmoderne. Le travail de jeunesse doit agir comme un pont véritable vers l'inclusion, concret et tangible, et non fantasmé dans les représentations médiatiques de la jeunesse.
- ▶ Le travail de jeunesse doit tenir compte des étapes de transition entre la jeunesse et l'âge adulte, et pour cela assurer soins et soutien aux jeunes jusqu'à l'âge de 25 ans, garanties de leur santé et de leur bien-être.
- ▶ Le travail de jeunesse est invité à reconnaître que nous habitons un territoire générationnel inédit, qui se réinvente seconde après seconde – respect, reconnaissance, citoyenneté, sécurité et sûreté sont indispensables à la santé et au bien-être des jeunes et nécessitent un engagement dynamique en faveur de l'autonomisation.

- ▶ Les valeurs qui reflètent la réalité du multiculturalisme dans un monde global doivent apparaître de manière explicite dans le programme d'éducation informelle proposé par le travail de jeunesse ; à défaut, tolérance et cohésion sociale ne pourront être maintenues.
- ▶ Le travail de jeunesse doit aborder des questions philosophiques avec les jeunes, les amener à réfléchir sur la finalité de leur présence en ce monde et sur leur droit démocratique à jouir des possibilités et des récompenses qu'il offre comme moyens de se bâtir une identité forte. À quels droits de l'homme les jeunes peuvent-ils aspirer ? Comment les jeunes peuvent-ils faire valoir leur droit aux droits ?

LE « DROIT AUX DROITS »

Les jeunes ont de tout temps manqué de droits et de visibilité. Hannah Arendt l'a exprimé dans une formule restée célèbre : « le droit d'avoir des droits ». Les jeunes sont privés de la capacité de décider et d'agir sur leurs vies : autrefois considérés comme les biens de leurs parents, ils sont depuis peu devenus, en vertu du principe du *parens patriae*, des « sujets de l'aide sociale » (Pinkney 2000) prodiguée par l'État, gardien ultime du droit des jeunes aux soins et à la protection. La dépendance du statut des enfants et des jeunes à ce cadre juridique et culturel est mise à mal par les cas rapportés de maltraitance infantile, qui trahissent l'échec des adultes à se décharger de leurs responsabilités à l'égard des enfants et des jeunes, culturellement désignés comme des êtres « innocents et vulnérables » (Powell et Scanlon 2015). La citoyenneté des jeunes est de plus en plus questionnée (Keane 2008). Les jeunes devraient-ils être privés d'autonomie, à l'instar d'autres groupes historiquement maintenus dans cette situation (les femmes, les minorités ethniques, les handicapés par exemple) ? Qu'est-ce qui rend les jeunes inaudibles sur la scène publique ? Pourquoi leur interdire le droit de vote ? Le déni de ce droit de l'homme fondamental encourage-t-il les maltraitances à leur égard ? Ces questions complexes menacent la normativité sur laquelle notre monde culturel repose. L'article 12 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant de 1989 stipule que les enfants et les jeunes ont le droit d'exprimer librement leur opinion sur toute question les intéressant – « la voix de l'enfant ». Sa mise en œuvre promet de transformer les droits de l'homme dont ils bénéficient (Young-Bruehl 2012).

La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989) a été signée par tous les États membres de l'ONU à l'exception de la Somalie et des États-Unis. Mais que signifie-t-elle concrètement pour les jeunes ? L'article 12 entérine le droit à la participation, mais sa formulation est absconse. Les soins cessent-ils à 18 ans ? Qu'advient-il des jeunes gens vulnérables entre 18 et 25 ans, période charnière dans la construction identitaire ? Est-ce un problème de classe sociale ? La société est-elle responsable des jeunes exclus au cours de cette période de transition complexe et délicate ? Beaucoup ne bénéficieront plus des interventions habituelles du travail de jeunesse, mais n'en auront pas moins besoin, ne serait-ce que pour des soins et un soutien de base. Ces besoins posent de réels problèmes pour les politiques de jeunesse. Ils évoluent : sans changements de fond dans le travail de jeunesse et les politiques sociales, leur prise en compte paraît compromise.

CONCLUSION

Cet article cherche à contextualiser l'existence des jeunes au sein de la cité de l'austérité. L'argument avancé est que la jeunesse prend peu à peu la forme d'un « précaire » de citoyens de seconde zone, vivant en marge de la société. Certains se révoltent, cherchent à réinventer la politique. Cette rébellion est souvent moquée par les adultes, qui y voient un fantasme d'adolescents. Selon nous, le « générationnisme » permet de soumettre le pouvoir des adultes à l'épreuve du réel. Il met également en lumière les limites des politiques et du travail de jeunesse, ainsi que le besoin d'un changement radical dans la manière dont la société s'engage en faveur des jeunes. Pour faire de la société postmoderne une société ouverte, les politiques de jeunesse doivent affronter bien d'autres problématiques et enjeux, liés aux besoins fondamentaux des jeunes :

1. citoyenneté, droits et reconnaissance ;
2. renforcement de l'autonomie, information et soutien ;
3. dignité, sûreté et sécurité.

Démunie de ces attributs essentiels, la jeunesse devient une classe de citoyens exclus, précaires, vivant en marge de la cité de l'austérité. Le travail de jeunesse a un rôle de premier plan à jouer dans ce processus de transformation. À condition d'entamer avec les jeunes un débat lié à leur réalité sociale.

RÉFÉRENCES

- Ariès P. (1960), *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Plon, Paris.
- Barker C. (2008), *Cultural Studies – Theory and Practice*, Sage Publications, New York.
- Batsleer J. (2008), *Informal learning in youth work*, Sage, Londres.
- Beck U. (2008), *La société du risque – Sur la voie d'une autre modernité*, Flammarion, Paris.
- Collin M. (2007), *The time of the rebels: youth resistance movements and 21st century revolutions*, Serpent's Tail, Londres.
- Coussée F. (2009), « The relevance of youth work's history », in Verschelden G., Coussée F., Van de Walle T. et Williamson H. (eds), *The history of youth work in Europe and its relevance for youth policy today*, Éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg.
- Crook S., Pakulski J. et Waters M. (1992), *Postmodernization: change in advanced society*, Sage, Londres.
- Davies B. (2005), « Youth work: a manifesto for our times », *Youth and Policy*, n° 88, pp. 7-27.
- Devlin M. et Gunning A. (2009), *The purpose and outcomes of youth work: report to the Youth Services Interagency Group*, Irish Youth Work Press, Dublin.
- Elias N. (1994), *The civilizing process*, Blackwell, Oxford.
- Foster R. B. (2014), *Vivid faces: the revolutionary generation in Ireland 1890-1923*, Allen Lane, Londres.

- Freire P. (1982), *Pédagogie des opprimés*, La Découverte, Paris.
- Garland D. (2001), *The Culture of Control*, University Press, Oxford.
- Giddens A. (1991), *Modernity and self-identity*, Polity Press, Cambridge.
- Gilchrist R., Jeffs T. et Spence J. (2003), *Architects of change: studies in the history of community and youth work*, The National Youth Agency, Leicester.
- Gilroy P. (2010), *Darker than blue: on the moral economies of Black Atlantic culture*, Harvard University Press, Cambridge MA.
- Gleick J. (2014), « Today's dead end kicks », *New York Review*, 18 décembre, pp. 36-40.
- Harvey D. (2015), *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*, Éditions Buchet/Chastel, Paris.
- Hurley L. et Treacy D. (1993), *Models of youth work: a sociological framework*, Irish Youth Work Press, Dublin.
- Jeffs T. et Smith M. (2008), « Valuing Youth Work », *Youth and Policy*, n° 100, pp. 277-302.
- Keane J. (2008), « Children and civil society », article de séminaire, université de Sydney.
- Kiely E. (2009), « Irish youth work values: a critical appraisal », in Forde C., Kiely E. et Meade R. (eds), *Youth and community work in Ireland*, Blackwell Publications, Blackrock.
- Lowe K. (2013), *L'Europe barbare : 1945-1950*, Perrin, Paris.
- Ministère irlandais de l'Éducation et de la Science (2003), *National youth work development plan 2003-2007*, Stationery Office, Dublin.
- Morgan M. et Kitching K. (2009), *Report on Quality Standards Framework (QSF) evaluation*, consultable (en anglais) à l'adresse : www.academia.edu/333931/Report_on_Quality_Standards_Framework_QSF_Evaluation.
- O'hAodain M. (2010), « The contemporary relevance of historical trends on youth work in Ireland », in Burgess P. et Hermann P. (eds), *Highways, crossroads and culs-de-sac – Journeys into Irish youth & community work*, Europäischer Hochschulverlag, Brême.
- Parsons T. (1942), « Age and sex in the social structure of the United States », *American Sociological Review*, n° 7, pp. 604-616.
- Parsons T. (1963), « Youth in the Context of American Society », *Daedalus*, n° 91, pp. 97-123.
- Pinkney S. (2000), « Children as welfare subjects in restructured social policy », in Lewis G. et al. (eds), *Rethinking Social Policy*, Sage, Londres.
- Powell F., Geoghegan M., Scanlon M. et Swirak K. (2012), *Youth policy, civil society and the modern Irish state*, Manchester University Press, Manchester.
- Powell F. (2013), *The politics of civil society: big society and small government*, Policy Press, Bristol.
- Powell F. et Scanlon M. (2015), *Dark secrets of childhood: media power, child abuse and public scandals*, Policy Press, Bristol.
- Putnam R. (2000), *Bowling alone*, Simon Schuster, New York.

Standing G. (2011), *The precariat: the new dangerous class*, Bloomsbury, Londres.

Treacy D. (2009), « Irish youth work: exploring the potential for social change », in Forde C., Kiely E. et Meade R. (eds), *Youth and Community Work in Ireland*, Blackwell Publishing, Blackrock.

Williamson H. (2013), « Radicalisation to Retreat: responses of the young to austerity Europe », *International Journal of Adolescence and Youth*, n° 19, pp. 1-14.

Young-Buehl E. (2012), *Childism: confronting prejudice against children*, Yale University Press, New Haven.

